
Concert-(A)ction

L'éthymologie du mot « concerter » est intéressante, surtout dans sa version latine :

I. concerter « projeter quelque chose en commun » (J. Chartier, Chron. de Charles VII, éd. Vallet de Viriville, II, 59 [avec réf. à la ville de Rome]); 1646 pronom. se concerter (Rotrou, La Sœur, I, 3 ds IGLF).

II. 1623 concerter « faire de la musique » (Ch. Sorel, Francion, p. 201, ibid.). I prob. empr. à l'ital. concertare, attesté en ce sens dep. le xives. (Boccace ds Tomm.-Bell.), lui-même empr. au lat. chrét. concertare « agir ensemble, agir dans un but commun», « lutter, rivaliser » en lat. Class. II dér. de concert, dés. -er.*

Le silence n'est plus une option.

Depuis plusieurs mois, nous, travailleur·se·s des arts, observons avec inquiétude l'évolution du débat démocratique dans notre pays. Ce qui s'est passé ces derniers jours constitue un aboutissement. Ce n'est pas un incident isolé.

Des manifestations ont été réprimées dans des conditions que de nombreux observateurs, juristes et citoyens jugent préoccupantes. Des limites qui auraient dû susciter un débat public clair semblent avoir été franchies sans provoquer la réaction institutionnelle que les citoyen·ne·s sont en droit d'attendre.

Ce qui nous inquiète n'est pas uniquement l'événement lui-même. C'est l'accumulation.

Ce sont ces moments où des exceptions deviennent des habitudes. Où des procédures sont contournées au nom de l'urgence. Où la contradiction devient un problème à gérer plutôt qu'une richesse démocratique à préserver.

Nous connaissons cette mécanique. L'histoire européenne nous a appris à reconnaître ces processus par lesquels les institutions ne disparaissent pas d'un coup mais se vident progressivement de leur substance. Sans grand fracas. Dans des silences à demi admis.

Dans le secteur des arts vivants, nous défendons l'idée qu'une société démocratique est une société capable d'organiser le désaccord. C'est ainsi que nous travaillons. C'est aussi pourquoi la question de la concertation nous semble aujourd'hui centrale.

Depuis plusieurs mois, nous entendons les responsables politiques affirmer que les réformes sont « concertées ». Or, concerter ne signifie pas informer. Concerter ne signifie pas consulter pour la forme. Concerter signifie construire ensemble, en amont des décisions, avec la possibilité réelle d'en modifier le contenu.

Écouter. Prendre en compte. Rendre compte.

Sans ces trois conditions, la concertation devient un décor institutionnel. Une mise en scène de participation.

Nos structures de concertation existent. Elles ont été construites au fil des années pour permettre l'expression d'une pluralité réelle de points de vue. Mais l'existence d'une structure ne garantit pas l'existence d'un dialogue réel. Être convié·e·s à commenter des décisions déjà prises n'est pas participer à leur élaboration.

Plus inquiétant encore, nous voyons désormais certains interlocuteur·ice·s être disqualifié·e·s parce qu'ils et elles défendraient des intérêts sectoriels ou parce qu'ils et elles contesteraient les orientations proposées.

Pourtant, toute organisation représentative porte une vision du monde. C'est précisément pour cela qu'elle participe au débat démocratique. La pluralité des orientations n'est pas un défaut de la concertation. Elle en est une condition essentielle.

Nous ne sommes pas les seuls à faire ce constat.

Les travailleur·se·s de l'enseignement, du non-marchand, du socioculturel et de nombreux autres secteurs expriment aujourd'hui un sentiment similaire : rencontré·e·s sans être réellement associés aux décisions qui les concernent.

Comme on dit en wallon, « Fé l' coq sins k'lès pwèles s' lèvent » (littéralement : "Faire le coq sans que les poules se lèvent").

Lorsque plusieurs secteurs décrivent simultanément la même expérience, il devient difficile d'y voir une simple coïncidence.

Dans les mots comme dans les actes, nous affirmons notre solidarité avec celles et ceux qui défendent leurs conditions de travail, leurs missions de service public et la possibilité même d'un dialogue démocratique sincère.

Cette solidarité n'est pas un geste de générosité. Elle est la reconnaissance d'une réalité.

Nos secteurs sont liés. Les personnes circulent entre eux. Les projets se croisent. Les précarités se répondent. Lorsqu'un espace de dialogue se referme quelque part, la question n'est pas seulement : « Pourquoi eux ? » Elle devient rapidement : « À qui le tour ? »

Nous ne voulons pas laisser passer le moment où la concertation est réduite à un outil de communication.

Nous ne voulons pas laisser passer le moment où la pluralité des opinions est présentée comme un obstacle à contourner.

Nous ne voulons pas laisser passer le moment où l'urgence économique devient l'argument qui dispense du débat.

Car derrière chacune de ces situations se dessine une logique plus vaste que nous ne pouvons ignorer. Depuis des années, certaines décisions nous sont présentées



comme inévitables, certaines orientations comme les seules possibles, certaines contraintes comme naturelles alors qu'elles procèdent de choix politiques bien réels.

Nous n'ouvrons pas ici le débat sur les politiques d'austérité, les mécanismes financiers ou les équilibres géopolitiques qui influencent aujourd'hui les gouvernements européens. Ces questions méritent à elles seules des analyses approfondies.

Mais nous refusons de faire comme si les événements récents étaient déconnectés de ce contexte plus large.

Les atteintes au dialogue démocratique n'apparaissent jamais dans le vide. Elles s'inscrivent toujours dans une vision du monde.

C'est pourquoi nous prenons la parole aujourd'hui.

Non parce que tout serait perdu. Mais parce que quelque chose est en train de se perdre.

Et parce que le silence, désormais, contribuerait à cette perte.